



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA  
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

# L'ITURI

OR, QUESTIONS FONCIÈRES  
ET ETHNICITÉ DANS LE  
NORD-EST DU CONGO

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

---

L'Ituri

Or, questions foncières et ethnicité  
dans le nord-est du Congo

DAN FAHEY



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift  
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni  
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

#### LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

#### L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift ([www.riftvalley.net](http://www.riftvalley.net)) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

#### L'AUTEUR

Dan Fahey travaille pour le compte des Nations Unies en République démocratique du Congo, et a enseigné auparavant dans le département des sciences politiques du Colorado College.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

CHARGÉ DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgfx*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Wimbledon, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-16-6

LÉGENDE COUVERTURE: Un cortège funèbre se rassemble pour enterrer la fille de huit mois d'un mineur artisanal d'or, Mongbwalu, Ituri (2004).

#### DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Marcus Bleasdale/VII 2004

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative

[www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0](http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0).

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site [www.riftvalley.net](http://www.riftvalley.net).

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur Amazon.





Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée sur la page suivante





Carte 2. Ituri, montrant les territoires du district et le Lac Albert

# Contents

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé	9
1. Introduction	12
2. Signes précurseurs du conflit	14
Intrusions étrangères	17
L'ère coloniale	18
L'or et la nouvelle Ituri	21
3. Après l'indépendance	26
Exploitation et commerce de l'or	26
Litiges fonciers	29
4. Conclusions et considérations d'ordre politique	34
Glossaire des acronymes, termes et expressions	37
Bibliographie	38
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée sur sur la page suivante	3
Carte 2. Ituri, montrant les territoires du district et le Lac Albert	4

# Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

## Rapports

*Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*

*Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo*

*PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu*

*L'UPC en Ituri: Militarisation externe de la politique dans le nord-est du Congo*

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

## Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga»

«Strongman of the eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»

## Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes



interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

# Résumé

Depuis la fin des années 1990, le district de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC, est le théâtre de certains des affrontements les plus sanglants et des pires atrocités associés aux nombreux conflits congolais. La barbarie de la guerre qui sévit en Ituri—massacres à grande échelle, violences sexuelles généralisées et utilisation d'enfants soldats—a conduit l'Union européenne et les Nations Unies à intervenir et incité la Cour pénale internationale (CPI) à mettre en examen quatre des leaders de groupes armés en Ituri. Le conflit a été particulièrement intense de 1999 à 2007, mais les violences ont repris en 2012 et, en 2013, l'insécurité persiste.

Le conflit en Ituri est intimement lié à celui qui se déroule dans les provinces du Kivu et d'autres régions de l'est de la RDC, mais il est également imputable à l'histoire locale des relations socioéconomiques et de l'exploitation des ressources naturelles. Depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, les interventions étrangères en Ituri se sont conjuguées aux luttes locales pour le pouvoir politique et économique, donnant ainsi naissance à ce conflit. La décision des leaders locaux de collaborer avec l'Ituri ou, au contraire, de résister aux incursions—au départ dans le but de se procurer de l'ivoire et des esclaves puis, par la suite, de l'or et des terres—a eu un impact profond sur les relations communautaires dans le district. Ces divisions ont été exacerbées par la politique belge consistant à «diviser pour régner», au titre de laquelle les autorités coloniales ont délibérément exploité les rivalités entre les différents groupes ethniques pour maintenir leur pouvoir et assurer leur accès aux ressources naturelles ituriennes.

Même après que le Congo avait obtenu son indépendance, une grande partie des inégalités de l'époque coloniale se perpétuèrent—les ressources se trouvant encore une fois au cœur de la problématique. L'érosion de l'État et le déclin de l'exploitation industrielle de l'or dans les années 1980 et au début des années 1990 donnèrent aux populations locales de nouvelles possibilités de travailler dans le secteur minier et aux hommes d'affaires locaux de faire le commerce de l'or. Les groupes armés

se rendirent compte qu'il était bien plus facile d'exploiter la nouvelle activité minière artisanale, à forte intensité de main-d'œuvre, que de continuer de s'appuyer sur les anciennes opérations industrielles, à forte intensité capitalistique et dirigées par des expatriés. En outre, il était plus simple d'intégrer les réseaux de négoce de l'or dans des structures de milices, d'où la perpétuation de la guerre et de l'insécurité en Ituri.

Le présent rapport met en évidence trois aspects cruciaux de l'histoire iturienne qui contribuent à expliquer la situation dans laquelle le district se trouva au milieu des années 1990, lorsque des personnes étrangères au district y amenèrent la guerre; il s'attache également à décrire le contexte dans lequel des groupes armés non étatiques comme l'UPC et le FNI/FRPI furent formés et menèrent leurs activités. Premièrement, l'entreprise coloniale conduisit à l'instauration d'une infrastructure et d'une économie politique en Ituri propices à l'exploitation de l'or, mais par des modes de contrôle qui mirent à rude épreuve les relations entre populations locales. Deuxièmement, l'importance que les colons accordaient à l'or se traduisit par de nombreux conflits fonciers, les agents coloniaux désignant les chefs, redessinant les frontières territoriales, séparant physiquement les populations, et délivrant des droits de concession ou de plantation aux colons blancs. Après l'époque coloniale, les litiges relatifs aux droits, à la propriété et à l'accès fonciers devinrent partie intégrante des luttes locales pour le pouvoir politique et économique, notamment parmi les élites des groupes Hema et Lendu. Troisièmement, les agents coloniaux portaient un regard racial sur les populations locales, ce qui conduisit à l'élaboration de thèses selon lesquelles les Hema étaient ethniquement supérieurs, et les Lendu, inférieurs. Au fil du temps, ces thèses s'enracinèrent et, au milieu des années 1990, les élites Lendu et Hema les exploitèrent pour mobiliser les populations et les inciter à commettre des actes violents.

L'histoire de l'Ituri et les problèmes permanents liés à l'exploitation de l'or, aux conflits fonciers et aux relations ethniques ne sont pas sans conséquence pour les responsables politiques. Il est urgent qu'un processus de paix exhaustif soit mis en place en Ituri afin de combler le

fossé socioéconomique et idéologique entre les communautés ethniques, surtout entre les Hema et les Lendu. Il pourrait notamment s'agir de convaincre le gouvernement d'identifier clairement les démarcations des terrains et les droits de propriété, ainsi que d'instaurer une commission de vérité et de réconciliation dirigée à l'échelon local pour faciliter une discussion ouverte et franche sur l'histoire de l'Ituri. Une telle démarche pourrait également contribuer à identifier des moyens de mieux intégrer les initiatives de développement et de consolidation de la paix.

Par ailleurs, il est impératif de réformer le secteur de l'exploitation des ressources pour pouvoir tirer un meilleur parti des précieuses ressources naturelles de l'Ituri et, ainsi, résoudre le problème inextirpable de la pauvreté. Cela fait des décennies que l'exploitation de l'or, du bois d'œuvre et des autres ressources profite à une élite relativement restreinte qui jouit des relations qu'elle entretient avec des agents gouvernementaux tant à Kinshasa qu'à Kampala. Il s'est avéré difficile de formaliser le secteur de l'exploitation des ressources ituriennes, mais si la volonté politique est suffisante à Kinshasa et Kampala, et si l'impunité des personnes qui ignorent la législation est éliminée, il devrait être possible de répondre aux besoins sanitaires, éducatifs et économiques de la population iturienne grâce aux bénéfices réalisés par ce secteur.

# 1. Introduction

En novembre 2007, la guerre d'une grande brutalité qui avait sévi dans le district de l'Ituri—une sous-division de la Province Orientale, fertile et riche en ressources, limitrophe du Nord-Kivu—semblait terminée. Ce mois-là, les trois derniers principaux leaders rebelles de l'Ituri rejoignirent les rangs de l'armée nationale congolaise, mettant ainsi un terme à près d'une décennie de conflit armé marqué par des tueries ciblées à motivation ethnique, des violences sexuelles généralisées, un accaparement des terres et l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment de l'or. La Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) tourna rapidement son attention vers d'autres problématiques, essentiellement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, l'Ituri se retrouvant alors dans une situation fragile, post-conflit.

Les insuffisances du processus de consolidation de la paix se manifestèrent en 2012 lorsque la violence reprit en Ituri. Comme cela a été noté dans le rapport du Projet Usalama consacré au Nord-Kivu, «les interprétations de la pérennisation de la violence dans l'est du Congo sont diverses, et mettent en évidence des griefs relatifs au foncier et à l'identité, l'avidité des élites locales et internationales, ou encore la faiblesse et la vénalité de l'État congolais».<sup>1</sup> Chacun de ces éléments a également joué un rôle dans le conflit récent en Ituri, et pourtant, chaque explication est aussi étroitement liée aux processus historiques et aux différents événements qui ont marqué la région.

Depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, les interventions étrangères en Ituri se sont conjuguées aux luttes locales pour le pouvoir politique et économique, donnant ainsi naissance à ce conflit. Les leaders locaux réagirent aux premières incursions—dont l'objectif était au départ de se procurer de l'ivoire et des esclaves, puis de l'or et des terres—soit

.....  
<sup>1</sup> Jason Stearns, *North Kivu: The Background to Conflict in North Kivu Province of Eastern Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 9.

en apportant leur collaboration, soit en opposant une résistance, ce qui affecta les relations intercommunautaires en Ituri. L'administration coloniale belge, dans le cadre d'une stratégie conçue délibérément pour exploiter les ressources naturelles de l'Ituri, transforma alors les relations sociales en favorisant certains groupes, tels que les Hema, de tradition pastorale, et en marginalisant d'autres, comme les Lendu, qui étaient traditionnellement des agriculteurs. Durant la période post-indépendance, le régime du Président Mobutu préserva largement les structures du pouvoir et les inégalités qui avaient prévalu à l'époque coloniale, envenimant encore davantage les relations locales.

En 1996 puis de nouveau en 1998, ce sont des personnes étrangères à la région qui amenèrent la guerre en Ituri. En 1996, la guerre passa par l'Ituri relativement rapidement, mais en 1998, l'armée ougandaise occupa le district et l'administra de telle manière que des conflits ethniques s'ensuivirent et que l'exploitation illégale des ressources naturelles fut militarisée. En juin 1999, un conflit éclata dans la collectivité de Walendu Pitsi, dans le territoire de Djugu, en Ituri. Il s'intensifia pour devenir ce que l'on appela la «guerre d'Ituri», un conflit qui était à la fois distinct de la guerre plus générale qui sévissait dans tout l'est de la RDC mais qui y était aussi inextricablement lié—impliquant de multiples factions ainsi que de nombreux États voisins.

Trois principaux groupes rebelles furent constitués lors de la guerre d'Ituri: l'Union des patriotes congolais (UPC), majoritairement constituée de Hema, et le Front nationaliste intégrationniste (FNI) et les Forces de résistance patriotique d'Ituri (FRPI), majoritairement Lendu.<sup>2</sup> Le présent rapport souligne certains aspects de l'histoire iturienne qui contribuent à expliquer la situation dans laquelle se trouvait le district à l'aube de ces guerres; il présente également le contexte dans lequel les groupes armés de l'UPC, du FNI et des FRPI se sont constitués et sont intervenus.

.....

2 Voir Henning Tamm, *L'UPC en Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).



## 2. Signes précurseurs du conflit

Le district de l'Ituri tire son nom de la rivière du même nom qui coule vers le Sud puis l'Ouest en traversant le cœur du district, avant de se jeter dans le fleuve Congo. Ce district dispose de riches ressources naturelles, notamment de terres fertiles, de forêts vierges et d'importants gisements d'or. Des milliers d'individus pratiquent la pêche sur le lac Albert, qui contiendrait également des réserves de pétrole. Sur le plan administratif, l'Ituri, dont le chef-lieu est Bunia, est une sous-division de la Province Orientale, laquelle se compose de cinq territoires—Aru, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa—, chacun d'entre eux comptant plusieurs collectivités.<sup>3</sup>

Interrogées sur l'origine des conflits sanglants qui consumèrent l'Ituri de 1999 à 2007, les populations locales choisissent généralement d'évoquer en premier lieu des événements précoloniaux ou coloniaux. Bien que les sources fiables sur cette période soient rares—sans compter que les conflits actuels ont engendré une politisation considérable de la représentation de l'histoire—, les événements dont les générations plus anciennes ont été témoin sont aujourd'hui encore souvent cités par les leaders locaux.

Comme cela fut le cas dans d'autres régions de la RDC, la migration de populations vers l'Ituri commença au XVI<sup>ème</sup> siècle et conduisit au développement de riches cultures, en lien avec la géographie et l'environnement de la région. Au départ, les conflits entre communautés étaient rares car les populations étaient relativement peu nombreuses et elles dépendaient les unes des autres sur le plan social et économique; elles étaient en outre dispersées dans tout le vaste territoire de l'Ituri.

.....

3 Il existe deux catégories de collectivités: les chefferies (qui font partie de l'administration coutumière) et les secteurs (qui sont des sections administratives parallèles). Toutes les collectivités Hema sont des chefferies, tandis que toutes les collectivités Lendu et Ndo sont des secteurs, dirigés par des bureaucrates.

Les premiers cas de violence à grande échelle coïncidèrent avec l'arrivée d'explorateurs européens et de pilliers afro-arabes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle—et le conflit s'envenima à l'époque coloniale. Certes, les événements et autres phénomènes historiques ne prédéterminèrent pas le conflit actuel, mais les factions belligérantes les exploitent souvent pour expliquer ou justifier les événements actuels.

Les premiers habitants de l'Ituri auraient été les pygmées Mbuti, qui occupent toujours encore les forêts tropicales du district. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, les Banyali, les Bira et d'autres populations arrivèrent en Ituri depuis ce qui constitue aujourd'hui l'Ouganda; ils s'installèrent dans les régions situées au sud et à l'ouest du lac Albert—ce qui correspond aujourd'hui aux territoires d'Irumu et de Djugu. Plus ou moins au même moment, d'autres groupes commencèrent à arriver du territoire devenu depuis peu le Soudan du Sud, dont les Lendu. Certains Lendu (également connus sous le nom de Bbale) s'implantèrent dans une zone qui deviendrait plus tard l'Ituri du Nord (territoires de Mahagi et de Djugu), tandis que d'autres (désormais plus connus sous le nom de Ngiti) se rendirent plus au Sud et s'installèrent à proximité du village de Gety. Traditionnellement, les Lendu étaient agriculteurs, mais ils se procurèrent du bétail auprès des éleveurs venus s'implanter en territoire Lendu.<sup>4</sup>

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, deux autres groupes migrèrent vers l'Ituri; tous deux exerceraient par la suite leur pouvoir sur les Lendu. Les Hema se rendirent en Ituri depuis le royaume du Bunyoro, qui fait aujourd'hui partie de l'Ouganda. Certains Hema s'installèrent à l'ouest du lac Albert, et furent alors désignés par le nom de Gegere, ou Hema du Nord. Les Gegere établirent une domination politique et économique sur les Lendu déjà présents dans la région, même si, pour démontrer leurs liens étroits, les Gegere adoptèrent la langue Lendu.<sup>5</sup> Par ailleurs, des Gegere se

.....

4 J.M.T. Meesen, *Monographie de l'Ituri: Histoire, Géographie, Économie* (Bruxelles: Publication de la Direction de l'Agriculture, des Forêts, de l'Élevage et de la Colonisation, 1951), p. 185.

5 Edmond Thiry, *Une introduction à l'ethnohistoire des Hema du Nord* (Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2004), p. 109–113.

marièrent avec des femmes Lendu, «firent construire leurs habitations selon le modèle Lendu; pratiquèrent l'agriculture comme les Lendu leur avaient appris; et adoptèrent certains principes matriarcaux des Lendu». <sup>6</sup>

Plus ou moins simultanément à l'implantation des Hema en Ituri du Nord, d'autres Hema s'installèrent à l'ouest et au sud-ouest du lac Albert, dans ce que l'on appelle désormais le territoire d'Irumu. Là aussi, les Hema imposèrent leur domination sur les populations Lendu (Ngiti), même si les Hema conservèrent leur langue natale (le Kihema ou le Nyoro). D'une manière générale, les Hema du Sud étaient des éleveurs qui entretenaient des relations commerciales avec des agriculteurs, mais au fil du temps, les Ngiti se mirent à acquérir du bétail et devinrent d'importants meneurs de troupeaux—faisant ainsi disparaître toute distinction manifeste entre les activités pastorales et agricoles des Hema et des Ngiti. En outre, les Hema du sud de l'Ituri étaient des nomades, leur pouvoir décentralisé se répartissant entre au moins sept groupes ou clans. Lorsque les autorités coloniales belges prirent le contrôle du sud de l'Ituri à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la domination Hema avait considérablement décliné; les Ngiti étaient politiquement et économiquement indépendants des Hema et des autres tribus du sud de l'Ituri. <sup>7</sup>

Le second groupe à migrer vers l'Ituri au XVIII<sup>ème</sup> siècle fut celui des Alur, qui arrivèrent en même temps que les Luo depuis ce qui constitue aujourd'hui le Soudan du Sud. Les Alur s'installèrent dans les savanes situées au nord-ouest et au nord du lac Albert, dans une zone qui chevauchait les deux côtés de la frontière ougando-congolaise actuelle. Tout comme les Hema, les Alur imposèrent leur domination politique et économique sur les Lendu en Ituri du Nord, dans les territoires appelés aujourd'hui Mahagi et Nord-Djugu. <sup>8</sup> À l'heure actuelle,

.....

6 Johan Pottier, «Representations of ethnicity in the search for peace: Ituri, Democratic Republic of Congo», *African Affairs* 109/434 (2009), p. 37.

7 Pottier, «Representations of ethnicity», p. 41–2.

8 Aidan Southall, *Alur Society: A Study in Processes and Types of Domination* (Cambridge: W. Heffer & Sons Limited, 1953), p. 152–3, 199 et 231.

d'après les travaux de recherche réalisés par deux ONG actives en Ituri, les groupes les plus nombreux du district sont les Alur (27%), les Lendu (24%), les Hema (18%) et les Lugbara (12%).<sup>9</sup>

## Intrusions étrangères

Du fait de sa position géographique, en plein cœur de l'Afrique, l'Ituri ne connut que relativement tardivement l'arrivée d'étrangers en quête d'ivoire, d'esclaves et de pouvoir. Mais à partir des années 1880, les incursions de négociants armés et, finalement, de conquérants colonisateurs venus d'Afrique de l'Est et d'Europe transformèrent les relations sociales et l'économie politique de l'Ituri. Les événements et actes qui accompagnèrent ces premières invasions font désormais partie des récits locaux et des griefs, et sont souvent évoqués dans les débats actuels pour expliquer les causes et l'intensité de la récente guerre d'Ituri.

La première vague de forces étrangères arriva à la fin des années 1880. Ces envahisseurs, souvent qualifiés d'Afro-Arabs, étaient des négociants venus de Zanzibar et des côtes est-africaines. Ils étaient accompagnés d'escortes armées, des troupes parmi lesquelles se trouvaient des «arabisés»—des hommes de la province du Maniema qui avaient été capturés par des Zanzibaris et étaient devenus des soldats au service de négociants. Venus de l'Ouest, ayant remonté la rivière Ituri, ils auraient tué et mutilé un grand nombre de personnes dans leur quête d'ivoire et d'esclaves destinés à l'exportation.<sup>10</sup>

Les explorateurs et les colons travaillant pour le compte de gouvernements européens furent le second group à arriver en Ituri, et le plus déstabilisateur. Leurs premières intrusions pendant les années 1860 et 1870 ne furent que de courte durée, un petit nombre d'explorateurs arrivant en Ituri pour ensuite en repartir—mais ils rapportèrent dans les

9 IKV Pax Christi/Réseau Haki na Amani (RHA), *A Golden Future in Ituri? Which perspective for gold exploitation in Ituri, DRC?* (Utrecht/Bunia: IKV/RHA, 2012).

10 David Northrup, *Beyond the Bend in the River: African Labor in Eastern Zaïre, 1865–1940* (Athens: Ohio University, 1988), p. 26.

capitales européennes des informations importantes sur les ressources naturelles et la relative impuissance des populations locales, renseignements qui allaient s'avérer précieux pour préparer la colonisation de l'Ituri.

## L'ère coloniale

La Conférence de Berlin de 1885, qui formalisa sur le plan diplomatique le découpage de l'Afrique entre les grandes puissances européennes, fut sans répercussion immédiate sur l'Ituri. Lors des six années précédentes, la zone de l'Ituri située juste à l'ouest du lac Albert et le long de ce qui constitue aujourd'hui la frontière avec l'Ouganda était officiellement tombée sous l'autorité d'Eduard Schnitzer (dit «Emin Pacha»), un aventurier allemand, gouverneur de la province d'Équatoria sous l'occupation coloniale égyptienne du Soudan. Cependant, en réalité, le contrôle administratif effectif de vastes zones du nord-est de la RDC, du nord de l'Ouganda et du sud du Soudan était hors de portée de toute puissance coloniale.

Pour Léopold II, roi des Belges, le contrôle de cette région permettrait d'accéder au Nil et offrirait donc une porte arrière à l'État libre du Congo qu'il venait d'acquérir.<sup>11</sup> Ironie du sort, la victoire que remporta le Soudanais Mahdi lors du jihad mené contre les Égyptiens—qui se conclut par la prise de Khartoum en janvier 1885—permit à Léopold II d'accéder au nord-est du Congo en tirant parti d'une expédition visant à «secourir» Emin Pacha (au plus grand mécontentement de celui-ci). L'agent de Léopold II, Henry Morton Stanley, qui était à la tête de cette expédition financée par des capitaux privés, atteignit l'Ituri en remontant le fleuve Congo jusqu'à la rivière Aruwimi, puis en remontant la rivière Ituri pour ensuite continuer par voie de terre jusqu'au sud-ouest du lac Albert, près du village qui porte aujourd'hui le nom de Kasenyi. Stanley poursuivit

.....  
 11 George Martelli, *Leopold to Lumumba: A History of the Belgian Congo, 1877-1960* (Londres: Chapman & Hall Ltd, 1962), p. 144-5.

tant bien que mal son chemin à travers l'Ituri, tuant et pillant sur son passage jusqu'à ce qu'il finisse par retrouver Emin Pacha au nord du lac Albert.<sup>12</sup>

L'expédition de Stanley le mit en contact avec les Hema et les Ngiti du sud de l'Ituri—qu'il appela respectivement «Wahuma» et «Balegga». Globalement, Stanley bénéficia de la coopération et de l'assistance des Hema—mais rencontra la résistance des Ngiti. De telles réactions, associées aux préjugés d'ordre ethnique qui circulaient à l'époque, pourraient expliquer pourquoi Stanley voyait les deux communautés d'une manière différente. Ainsi, il vantait les mérites des Hema, «des hommes grands, au physique superbe et aux traits pratiquement européens» et les «véritables descendants des tribus sémitiques» qui étaient l'une des «classes dominantes» de leur région. Et d'ajouter que les Hema étaient «des voisins aimables, tranquilles et sympathiques [...] avec lesquels nous n'avons jamais échangé de paroles dures».<sup>13</sup>

En revanche, Stanley décrivait les Ngiti comme un peuple «caustique et violent». Il signala ainsi que, lors d'un incident en décembre 1887, un groupe de Ngiti «vociféra méchamment» et «proféra les pires insultes» au groupe et aux hommes de main de Stanley lorsque ces derniers avaient rasé des villages et volé le bétail des Ngiti.<sup>14</sup> Un peu plus d'une année plus tard, lorsque des Ngiti se regroupèrent pour attaquer l'expédition de Stanley, des guerriers Hema assurèrent la défense du Britannique et, finalement, vinrent à bout des Ngiti.<sup>15</sup>

Cette perception des Hema et des Ngiti axée sur des considérations raciales a laissé des traces indélébiles en Ituri. Véhiculée à l'échelon international par ses ouvrages à succès, la manière dont Stanley représenta

12 Meesen, *Monographie de l'Ituri*, p. 31–38; Adam Hochschild, *King Leopold's Ghost* (New York: Houghton Mifflin Company, 1998), p. 98–100.

13 Henry Morton Stanley, *In Darkest Africa: Or, the Quest, Rescue and Retreat of Emin Governor of Equatoria* (Torrington, Wyoming: The Narrative Press, 2001), vol. 2, p. 340–3.

14 Stanley, *In Darkest Africa*, vol. 1, p. 288.

15 Stanley, *In Darkest Africa*, vol. 2, p. 114.



les Hema et les Ngiti influença les opinions et les politiques des colons belges qui arrivèrent en Ituri lors des décennies suivantes. On peut même dire que les leaders Lendu actuels considèrent que Stanley est le créateur d'une idéologie axée sur la supériorité des Hema qui fut adoptée et institutionnalisée sous le régime belge, et qui continue aujourd'hui d'affecter les relations entre Hema et Lendu.<sup>16</sup>

L'État libre du Congo, possession privée du roi Léopold II, finit par établir une présence en Ituri autour de 1894. Au départ, Léopold II s'intéressa à l'Ituri pour s'y procurer de l'ivoire et étendre son autorité vers le Nil. Les soldats de la milice privée du roi, la Force publique, furent les premiers agents de l'État à arriver en Ituri, leur mission étant de «combattre et disperser» quiconque était impliqué dans le commerce des esclaves et d'établir de nouveaux avant-postes de l'État.<sup>17</sup> L'État libre créa des avant-postes militaires de petite envergure à Mahagi ainsi que dans le village du chef Banyali, Kr'lo, que les Belges surnommaient «Kilo».

En 1897, des soldats Batetela du Kasaï, à l'extrême sud-ouest depuis l'Ituri, se révoltèrent contre leurs officiers belges de la Force publique, déstabilisant ainsi l'expansion de la présence coloniale en Ituri.<sup>18</sup> Le commandant militaire belge de la région, le baron Francis Dhanis, évacua l'avant-poste de Kilo et perdit une bataille décisive contre les mutins sur la rivière Ituri, dans le village d'Ekwanga (aujourd'hui Salambongo). Moins de deux années plus tard, la Force publique réussit à rétablir sa base à Kilo—mais en 1901, la présence coloniale restait limitée à trois sites en Ituri: Irumu, Kilo et Mahagi. Cependant, au cours de la décennie qui suivit, les autorités coloniales accrurent leur présence en Ituri et

.....

16 Entretiens menés avec des décideurs politiques et des leaders Lendu, Ituri, juin 2009 et février 2012.

17 Edmond Thiry, *Éléments de l'Ethnohistoire des Nyali* (Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2002), p. 88.

18 Hochschild, dans *King Leopold's Ghost*, p. 128–9, affirme que les soldats Batetela se sont rebellés parce qu'ils étaient maltraités et assujettis à des conditions difficiles, tandis que pour Meesen, qui a travaillé pour le gouvernement belge, les Batetela étaient connus pour leur indisciplinisme; Meesen, *Monographie de l'Ituri*, p. 56.

morcelèrent la région en zones administratives, illustrant sur leurs cartes une autorité dont ils ne jouissaient pas sur le terrain.

## L'or et la nouvelle Ituri

L'exploitation coloniale de l'or marqua le début d'une ère nouvelle pour l'Ituri. Des décrets royaux promulgués en 1888 et 1893 réservèrent la totalité des ressources minérales à l'État libre du Congo, établissant ainsi ses droits de propriété sur les zones minières.<sup>19</sup> En 1903, des géologues employés par Léopold II confirmèrent la présence de gisements d'or en Ituri, sur la rivière Agola, près de l'avant-poste colonial de Kilo; la production démarra en 1905.

En 1911, soit trois ans après que Léopold II avait été contraint de confier l'administration du Congo à l'État belge, le gouvernement colonial commença également à exploiter l'or plus au Nord, dans ce qui constitue aujourd'hui le district du Haut-Uele, dans la vallée de la rivière Moto. Toute la zone minière aurifère du nord-est du Congo fut ainsi connue sous le nom de «Kilo-Moto»—et les entreprises créées pour exploiter les réserves d'or de cette région adoptèrent également ce nom.

De 1905 jusque dans les années 1930, l'entreprise coloniale en Ituri fut axée sur l'extraction de l'or. Le principal obstacle était la pénurie de main-d'œuvre nécessaire à la construction des voies d'accès aux mines, au transport et au remorquage des marchandises le long de ces voies, au travail dans les mines et à la production de nourriture pour les agents coloniaux et les ouvriers locaux des mines. Les agents coloniaux remirent des pots-de-vin aux chefs locaux pour qu'ils fournissent cette main-d'œuvre, ou les harcelèrent jusqu'à ce qu'ils obtempèrent, mais ces mesures extrêmement coercitives se soldèrent par une grogne sociale et une résistance active: le gouvernement dut donc exercer un contrôle plus dur que jamais sur les populations ituriennes.

.....

19 Agayo Bakonzi, «The Gold Mines of Kilo-Moto in Northeastern Zaire: 1905–1960» (Thèse de doctorat, Madison, université du Wisconsin, 1982), p. 111.

Les mines d'or de Kilo se situaient dans une zone relativement reculée et peu peuplée, dans ce qui constitue aujourd'hui le territoire de Djugu, à l'ouest de l'Ituri. Au début des années 1900, le moyen le plus simple d'acheminer l'équipement et les ouvriers jusqu'en Ituri et aux mines de Kilo consistait à passer par l'Est, par le port de Mombasa au Kenya, par voie de terre via le Kenya et l'Ouganda jusqu'au lac Albert, par bateau jusqu'au port de Kasindi en Ituri puis par voie de terre jusqu'à Kilo.

La section Kasindi-Kilo de cet itinéraire traversait des zones habitées par des Ngiti et des Hema. En 1911, voulant contrôler les populations vivant le long de cette route, le chef de zone choisit un chef Hema, Bomera, pour devenir «grand chef» de toutes les populations qui habitaient dans ce qui constitue aujourd'hui le territoire d'Irumu, au sud de Bunia. La nomination de Bomera fut immédiatement controversée. En effet, autour de 1900, arrivant de l'ouest de l'Ouganda, il avait volé du bétail, saisi des terres et tué des personnes—notamment des Ngiti—, se faisant ainsi des ennemis et aggravant les tensions dans la région. Ainsi, moins d'un an après sa nomination au poste de grand chef, les autorités belges allèrent même jusqu'à arrêter Bomera pour ses exactions—étrange revers de fortune dû en partie à la recommandation personnelle d'un missionnaire canadien.<sup>20</sup>

Bomera n'était pas populaire parmi les clans Hema du sud de l'Ituri, qui avaient leurs propres chefs, mais sa nomination fut encore plus problématique pour les Ngiti.<sup>21</sup> Bomera prit sa revanche sur les villageois Ngiti avec lesquels il avait auparavant été en opposition. Les clans Ngiti se révoltèrent et, le 4 décembre 1911, tuèrent Bomera et 200 villageois Hema lors d'une bataille décisive. Les autorités coloniales réagirent rapidement et avec une grande brutalité et, avec l'aide d'un chef du clan Bira, confisquèrent du bétail appartenant aux populations Ngiti pour le remettre aux populations Hema. En 1914, les autorités belges abandonnèrent toute tentative d'instaurer un chef unique, préférant

20 Thiry, *Introduction à l'Ethnohistoire des Hema*, p. 223–9.

21 Pottier, «Representations of ethnicity», p. 43.

créer neuf chefferies basées sur les communautés existantes: six placées sous l'autorité de chefs Ngiti, et trois sous celle de chefs Hema.<sup>22</sup>

La nomination de Bomera puis sa mort illustrent la manière dont les premières politiques coloniales, axées sur l'extraction de l'or iturien, engendrèrent un conflit local, surtout entre les Hema et les Ngiti. Certaines analyses récentes du conflit en Ituri vont même jusqu'à citer la mort de Bomera comme le premier exemple de résistance Lendu face à la domination Hema.<sup>23</sup> Cependant, de telles théories tombent dans le piège consistant à rejeter la responsabilité des actions de certains individus sur des groupes entiers; elles montrent aussi combien le conflit ethnique actuel est projeté sur le passé.<sup>24</sup> En effet, ce ne sont pas les actions des populations Hema de l'Ituri, mais celles des agents coloniaux et de Bomera en personne qui sont à l'origine de la résistance Lendu.

L'expansion de l'autorité coloniale au cours des années 1920 provoqua de nouveaux troubles sociaux en Ituri. Dans un récit datant de 1912-13, les Lendu sont qualifiés d'individus «indisciplinés et belliqueux» qui se battent entre eux et contre les représentants de l'autorité coloniale.<sup>25</sup> Un article de la même période publié par l'explorateur britannique et chasseur d'éléphants Cuthbert Christy mentionne un incident au cours duquel les Lendu «guerriers», «qui essaient fréquemment d'affirmer leur indépendance en lançant des raids sur les tribus voisines et en mettant au défi les forces du gouvernement», menacèrent de s'en prendre de nouveau aux avant-postes coloniaux.<sup>26</sup> Les Hema, que les autorités

22 Thiry, *Introduction à l'Ethnohistoire des Hema*, p. 230-7.

23 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, «The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri: The Emergence of a New Political Context?», *African Affairs* 103/412 (2004), p. 390; cf. ASADHO (Association africaine de défense des droits de l'homme), *Rapport de l'ASADHO sur le conflit inter-ethnique Hema-Lendu en territoire de Djugu dans la Province Orientale*, Kinshasa, décembre 1999.

24 Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), p. 391.

25 Thiry, *Introduction à l'Ethnohistoire des Hema*, p. 30.

26 Cuthbert Christy, «The Ituri River, Forest and Pygmies», *The Geographical Journal* 46/3 (1915), p. 207.

coloniales préféraient généralement aux Lendu, suscitaient eux aussi des critiques, comme l'indique ce récit de 1920: «Ce n'est que depuis l'arrivée des Européens que le Bahema, toujours ambitieux et fourbe, tente de dominer le Walendu pour mieux l'exploiter.»<sup>27</sup>

C'est pour mieux contrôler les populations locales, et pour élargir la zone d'exploitation de l'or dans la ceinture de Kilo, que les autorités coloniales belges créèrent de nouvelles unités tribales et administratives en Ituri. En 1917-18, elles commencèrent à organiser les Lendu en plusieurs chefferies autonomes, les séparant ainsi des chefs Hema et Alur qui les avaient précédemment gouvernés. La conséquence de cette intervention coloniale, qui se poursuivit jusque dans les années 1930, fut que de nombreuses luttes de pouvoir éclatèrent parmi les leaders Lendu et que les tensions augmentèrent entre les Hema et les Lendu, ces deux phénomènes étant réprimés par les autorités qui déployèrent la Force publique.<sup>28</sup> En tentant de séparer les Hema et les Lendu, et en privilégiant les Hema dans les domaines de l'éducation et de l'administration—en bref, en suggérant que les deux communautés étaient incapables de coexister de manière pacifique—, les agents coloniaux belges imposèrent un nouveau discours qui aujourd'hui encore continue d'influencer les relations communautaires en Ituri.

À ces tensions vint s'ajouter la réaction des autorités coloniales à la pénurie de nourriture dans les mines: elles invitèrent les colons blancs à créer des fermes et des entreprises en Ituri. De 1910 à 1930, des Britanniques (du Kenya), des Afrikaners (d'Afrique du Sud), des Belges et des Grecs arrivèrent en Ituri pour y élever du bétail, travailler la terre et cultiver le café destiné à l'exportation.<sup>29</sup> Les autorités attribuèrent des terres supplémentaires aux entreprises et aux colons blancs pour leur permettre de s'adonner à la culture, à l'élevage, à la foresterie, à la pêche et à l'exploitation minière, ce qui conduisit à la création de nombreuses

.....  
27 Pottier, «Representations of ethnicity», p. 43.

28 Thiry, *Introduction à l'Ethnohistoire des Hema*, p. 30–32.

29 Bakonzi, «The Gold Mines of Kilo-Moto», p. 113, 138 et 178.

propriétés foncières importantes en Ituri pendant les années 1930 et 1940; l'économie régionale étant de plus en plus tournée vers l'agriculture, les autorités durent exercer un contrôle accru à la fois sur les terres et sur la population.

L'exploitation de l'or, cependant, demeura au centre de l'entreprise coloniale. En 1928, le gouvernement modifia le tracé des districts, regroupant les mines d'or de Kilo et de Moto au sein d'un district unique appelé Kibali-Ituri. Il créa également de nouvelles zones économiques dans tout le Congo qui limitaient les déplacements des populations. En Ituri, cette mesure empêcha toute migration et contribua à fournir une main-d'œuvre suffisante aux mines et aux fermes exploitées par des entreprises et des colons blancs.<sup>30</sup>

Pour conclure, l'ère coloniale en Ituri imposa deux fardeaux tenaces qui expliquent en partie les origines et les actions des groupes armés apparus dans cette région depuis 1999. Premièrement, la colonie privilégia les Hema par rapport aux Lendu dans les domaines de l'éducation, de l'administration et des affaires, d'où la constitution d'une élite Hema. Cette classe était bien placée pour tirer parti des nouvelles opportunités qu'offrait la fin de l'époque coloniale, et elle s'établit sous la forme de plates-formes importantes au sein des réseaux clientélistes du Président Mobutu dans ce qui devint le nord-est du Zaïre. Deuxièmement, l'entreprise coloniale exacerba les inégalités et les tensions latentes entre les communautés Hema et Lendu et créa des mythes axés sur la supériorité, l'infériorité et l'incompatibilité que l'on trouve encore dans le discours actuel.

.....

30 Bakonzi, «The Gold Mines of Kilo-Moto», p. 267–9.



### 3. Après l'indépendance

Après l'indépendance, l'Ituri traversa une période caractérisée par le déclin et la transformation de l'économie, ainsi que par une hausse des tensions sociales et politiques. L'exploitation industrielle de l'or—qui se trouvait au cœur de l'économie iturienne—se mit à régresser de manière continue, alors même que l'exploitation minière artisanale augmentait régulièrement. L'agriculture resta un secteur important en Ituri mais les modifications apportées à la politique foncière nationale conduisirent à la redistribution des principales concessions aux élites jouissant de relations politiques. Conséquence: de nombreux hommes d'affaires Hema acquirent des ranchs et des plantations dans des zones Lendu, ce qui provoqua le ressentiment des élites de cette ethnie.

#### Exploitation et commerce de l'or

À partir de 1960, l'exploitation industrielle de l'or en Ituri connut un grave déclin alors que les ingénieurs européens à la tête des mines de Kilo perdirent leur emploi; du fait de la politique éducative coloniale, peu de travailleurs congolais disposaient des qualifications et des compétences nécessaires à la reprise de ces opérations. En 1966, Mobutu nationalisa la compagnie qui contrôlait les mines d'or du nord-est du Congo, créant ainsi l'Office des mines d'or de Kilo-Moto (OKIMO).

Lorsque cette nationalisation ne parvint pas à empêcher la chute libre de la production d'or, Mobutu tenta d'attirer des investissements étrangers, mais ses efforts furent également vains. Pendant les années 1970, l'infrastructure (notamment les routes et les ponts) n'ayant pas été entretenue, les mines de Kilo-Moto en Ituri devinrent isolées, ce qui eut un effet encore plus dissuasif sur les investissements étrangers. Les machines et autres dispositifs miniers se détériorèrent considérablement, d'où une baisse des rendements. L'exploitation des «zones de

réserve» ralentit elle aussi en raison d'investissements insuffisants dans la recherche et la prospection.<sup>31</sup>

Alors que l'exploitation minière industrielle périclitait, de nombreux mineurs de la ceinture de Kilo se tournèrent vers l'exploitation artisanale. Considérée au départ comme illégale, les agents miniers locaux fermèrent les yeux sur cette activité, notamment parce qu'ils pouvaient en tirer de l'argent sous forme de taxes et de redevances. En 1981, Mobutu restructura le secteur minier, en légalisant formellement—et en taxant—l'activité artisanale dans la ceinture de Kilo et d'autres régions productrices d'or. L'exploitation artisanale devint ainsi une source de revenus viable à une époque où la pauvreté était endémique et où l'économie de l'Ituri, tout comme celle du Zaïre d'une manière générale, connaissait un fort ralentissement. Pendant les années 1980 et au début des années 1990, des dizaines de milliers d'individus, rejoints par des Congolais venus des quatre coins de la nation, se mirent à travailler dans le secteur de l'exploitation artisanale en Ituri.

La libéralisation du secteur minier qui s'opéra en 1981 permit aux hommes d'affaires locaux de l'est de la RDC de se lancer dans le secteur de l'or. La compagnie de Kilo-Moto avait auparavant contrôlé la totalité de l'or de la ceinture de Kilo, en Ituri, mais le développement de l'activité artisanale et l'érosion du contrôle gouvernemental dans les zones minières permirent l'instauration d'une nouvelle activité entrepreneuriale de prime importance: celle du négoce de l'or. Des hommes d'affaires de l'Ituri et du Nord-Kivu devinrent ainsi négociants, utilisant l'or comme monnaie d'échange pour acheter des biens de consommation dans les pays voisins, à savoir en Ouganda, au Rwanda et au Burundi.

Au début des années 1990, la conjugaison de deux facteurs fit de Kampala la première destination de l'or iturien: la première guerre civile, d'une part, et l'instabilité politique qui régnait au Burundi, au Rwanda et dans les Kivus, d'autre part. Pendant les années 1980, Kambale Kisoni—basé

.....  
 31 Louis Bedidjo, «Situation préoccupante à l'Office des Mines d'Or de Kilo-Moto», Centrale congolaise du travail, Bunia, 5 janvier 2007, p. 1.

à Butembo, au Nord-Kivu—devint l'un des principaux négociants en or iturien. Kisoni vendait la majorité de son or à l'homme d'affaires belge Antoine «Tony» Goetz, qui opérait depuis la capitale burundaise, Bujumbura. En 1993-94, une nouvelle série de conflits violents éclata dans les Kivus, au Rwanda et au Burundi qui rendit difficile l'acheminement de l'or jusqu'à Bujumbura; Kisoni commença alors à axer son activité sur l'Ouganda. En outre, le gouvernement burundais mit un terme au statut de négociant libre de Goetz en mai 1995, donnant ainsi à Kisoni et à d'autres négociants des raisons supplémentaires de se tourner vers Kampala.

L'histoire de Kisoni constitue un véritable microcosme du conflit général qui régnait dans l'est de la RDC, conjuguant quête de ressources naturelles, création d'alliances de circonstance avec des groupes armés et rôle des États voisins et de la communauté internationale au sens large. Pour pouvoir se procurer de l'or dans la région de Kilo, il collabora par la suite avec deux milices—le Rassemblement congolais pour la démocratie-Mouvement de libération (RCD-ML) et le FNI—à certains moments lorsque les deux groupes armés étaient alliés du gouvernement ougandais.<sup>32</sup> Kisoni continua de vendre son or à Kampala mais, en 2005, le Conseil de sécurité de l'ONU le plaça sur sa liste de sanctions pour avoir porté atteinte à l'embargo sur les armes décrété par le Conseil. En 2007, plusieurs hommes venus en RDC depuis l'Ouganda assassinèrent Kisoni dans son bureau du Butembo.<sup>33</sup>

Le second facteur concerne les modifications apportées à la politique du gouvernement ougandais. En effet, au début des années 1990, alors que l'Ouganda entamait une reprise après des décennies de désordre et de conflit, le gouvernement libéralisa l'économie conformément aux propositions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

.....

32 Stearns, *North Kivu*, p. 32-3.

33 Dan Fahey, «*Le Fleuve d'Or: The Production and Trade of Gold from Mongbwalu, DRC*», dans S. Marysse et al., *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2007-2008* (Paris: L'Harmattan, 2008), p. 373-5.

En 1993, le gouvernement du Président Yoweri Museveni lança une initiative de promotion des échanges commerciaux régionaux et se mit en quête d'une croissance économique axée sur les exportations.<sup>34</sup> Une année plus tard, dans le cadre de son programme de restructuration, le gouvernement abolit le monopole sur les achats d'or dont jouissait la Banque de l'Ouganda, abrogea la taxe sur l'exportation de l'or et assouplit les fardeaux administratifs qui pesaient sur les sociétés de négoce.<sup>35</sup>

Ces changements de politique contribuèrent à réorienter le commerce de l'or vers Kampala. Au premier trimestre de 1995, l'Ouganda exportait seulement 1 kg d'or; au troisième trimestre de 1996, les exportations s'élevaient à 1 099 kg.<sup>36</sup> Sur ces deux années, la production ougandaise d'or fut négligeable—respectivement 2 kg et 3 kg—et la hausse considérable des exportations correspondit tout bonnement à la réexportation d'or congolais, dont une grande partie provenait de l'Ituri. Juste avant que la Première Guerre du Congo n'éclate en 1997, Kampala était déjà devenue un point de transit majeur de l'or produit en Ituri.

En janvier 2013, l'économie politique iturienne s'apprête à connaître de nouveaux changements qui pourraient avoir des répercussions sur la dynamique du conflit: l'exploitation industrielle de l'or en Ituri par la société AngloGold Ashanti devrait reprendre courant 2013, et une campagne d'exploration pétrolière devrait être lancée par Total près des rives du lac Albert (lorsque les conditions sécuritaires s'y prêteront).

## Litiges fonciers

En Ituri, le concept foncier est complexe et multidimensionnel. Comme c'est le cas dans tout l'est de la RDC, différents aspects de la propriété

.....

34 Paul Collier et Ritva Reinikka, «Reconstruction and Liberalization: An Overview», dans Ritva Reinikka et Paul Collier, *Uganda's Recovery: The Role of Farms, Firms, and Government* (Washington, DC: Banque mondiale, 2001), p. 31–9.

35 P.M. Mobbs, *The Mineral Industry of Uganda* (Washington, DC: U.S. Geological Survey, 1997), p. 221.

36 Bank of Uganda, *Annual report 1998/99* (Kampala: Bank of Uganda, 1999), p. 81.

foncière—économiques, politiques, sociaux et même spirituels—entrent constamment en interaction, étayant les discours sur les droits fonciers.

Dans la période qui suivit l'indépendance, le foncier devint un élément important des luttes de pouvoir auxquelles se livraient les élites politiques et économiques locales. L'une des sources de conflit était la redistribution des concessions accordées en Ituri à l'époque coloniale, qui se produisit du fait de deux changements dans la politique gouvernementale: le 7 juin 1966, le Président Mobutu approuva la «loi Bakajika», qui abrogeait tous les titres fonciers octroyés avant l'indépendance et exigeait des anciens titulaires qu'ils déposent une nouvelle demande auprès du gouvernement zaïrois.<sup>37</sup> Le deuxième changement eut lieu le 30 novembre 1973 lorsque le Président Mobutu dévoila son programme de «zaïrianisation», qui consistait à nationaliser «les fermes, les ranchs, les plantations, les concessions, le commerce et les agences immobilières».<sup>38</sup>

Même avant que Mobutu ne promulgue ces lois, certains hommes d'affaires et membres des autorités coutumières avaient acheté des concessions au gouvernement et à des propriétaires expatriés, mais le plan de zaïrianisation entraîna une large réaffectation des concessions—et même d'industries entières—qui finirent entre les mains d'individus jouissant de relations politiques. En Ituri, ce sont surtout les hommes d'affaires Hema qui bénéficièrent de ce phénomène en raison des relations politiques qu'ils entretenaient avec le régime de Mobutu. Une personnalité politique Hema, D'zbo Kalogi, fut vice-ministre national de l'Agriculture de 1970 à 1974, ministre des Mines de 1974 à 1977 et ministre de l'Agriculture et du Développement rural de 1986 à 1987. On ignore le nombre précis de concessions que purent ainsi obtenir des personnalités de cette envergure, mais différentes sources suggèrent que ce sont elles

.....  
37 Stearns, *North Kivu*, p. 24.

38 Crawford Young et Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State* (Madison: The University of Wisconsin Press, 1985), p. 326.

qui acquirent une majorité des concessions dans les territoires d'Irumu et de Djugu en Ituri.<sup>39</sup>

Au milieu des années 1970, des leaders politiques Lendu se mirent à jouer un rôle plus actif en exprimant leur opposition à la domination Hema en Ituri, entre autres en réaction à l'acquisition par les Hema de vastes terres situées dans des zones essentiellement Lendu. En 1974, un leader Lendu, Soma Mastaki, créa le Parti de libération des Walendu (PLW) pour mettre en avant les revendications politiques de la communauté Lendu—mais ce parti dégénéra rapidement en milice anti-Hema violente. Après plusieurs confrontations, le gouverneur provincial organisa des pourparlers qui entraînèrent en 1975 la signature d'un pacte de réconciliation entre les communautés Lendu et Hema.

Au moment où des troubles politiques annonçaient le déclin de Mobutu et jusqu'à l'instauration d'une démocratie multipartite dans les années 1990, des tensions latentes entre Lendu et Hema refirent leur apparition. Ces tensions étaient en partie imputables aux «associations culturelles» créées par les leaders Lendu et Hema, à l'instar des mutuelles dans les Kivus. Ainsi, les Lendu avaient fondé leur Association culturelle pour la libération des opprimés et rejetés de l'Ituri (ACL, appelée localement «LORI»), tandis que les Hema avaient créé l'ENTE. Ces organisations ostensiblement culturelles, toutefois, ne firent qu'exacerber un sentiment de méfiance réciproque, les leaders Hema et Lendu s'accusant mutuellement de promouvoir un agenda politique et économique actif.

Dans le territoire de Djugu, les conflits fonciers furent particulièrement intenses dans la collectivité de Walendu Pitsi, où des leaders Lendu firent valoir des droits coutumiers sur les concessions acquises par des hommes d'affaires Hema après l'indépendance. En 1995, l'antenne de la LORI à Walendu Pitsi aurait eu l'intention d'«exproprier les concessions

.....

39 Dan Fahey, «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo» (Thèse de doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011), p. 67.

et les champs des non-Lendu, et particulièrement des Hema». <sup>40</sup> À peu près à la même époque, plusieurs propriétaires terriens Hema de Walendu Pitsi acquièrent—en profitant, d'après certains, de leurs relations politiques—des droits leur permettant d'élargir leurs concessions, souvent en annexant des terrains faisant partie de villages Lendu voisins. <sup>41</sup>

De même, à peu près au même moment, un litige ancien relatif au tracé du territoire d'Irumu raviva l'hostilité entre les Hema et les Lendu. Il s'agissait ainsi de savoir si trois villages (Nombe, Lakpa et Lagabo) faisaient partie de la collectivité de Walendu Bindi (dirigée par des Ngiti) ou de celle de Bahema Sud (dirigée par des Hema). Ce désaccord remontait aux années 1910, lorsque les administrateurs coloniaux avaient désigné Bomera, le chef Hema controversé, pour diriger cette partie d'Irumu. Jusqu'à la fin de l'ère coloniale, les administrateurs revirent plusieurs fois le tracé de la frontière entre Walendu Bindi et Bahema Sud.

Au moment de l'indépendance, les trois villages faisaient officiellement partie de Bahema Sud, même si les autorités de Walendu Bindi continuaient de revendiquer leur autorité. En 1966, des violences éclatèrent concernant la manière dont il convenait d'administrer les trois villages en question. Les autorités de Walendu Bindi organisèrent des manifestations Ngiti mais celles-ci furent réprimées par les soldats de Mobutu. D'autres manifestations relatives au contrôle administratif de l'enclave se produisirent pendant les années 1970 et 1980, qui furent elles aussi réprimées par l'appareil sécuritaire et politique de Mobutu. En outre, les leaders Walendu Bindi cherchèrent à étendre leur contrôle vers la rive située au sud-ouest du lac Albert, affirmant que les autorités coloniales avaient octroyé à tort les terres riveraines du lac à des chefs Hema.

.....

40 Service national d'intelligence et de protection, République du Zaïre, «Note d'Information au Commissaire S/Régional de l'Ituri à Bunia; Concerne: Cas de l'association culturelle "LORI" dans la Collectivité des Walendu/Pitsi» (No. 05/00/451/SNIP/DI/462/95), 30 novembre 1995.

41 Dan Fahey, «This Land is My Land: Land Grabbing in Ituri», dans *Land Grabbing in the Great Lakes Region of Africa* (éd. An Ansoms) (à paraître).

En 1993, après une nouvelle vague de conflit opposant les Hema et les Ngiti qui fut jugulée par l'armée congolaise, le gouverneur du Haut-Zaïre—ainsi s'appelait la Province Orientale à l'époque—se rendit à Bunia pour rencontrer des représentants de Bahema Sud et de Walendu Bindi. Les deux camps signèrent un accord de paix le 18 juillet 1993, au titre duquel les populations de Nombe, de Lakpa et de Lagabo étaient autorisées à se prononcer lors d'un référendum non contraignant portant sur leur mode d'administration, tandis que les Walendu Bindi étaient tenus de renoncer à leurs droits sur les rives du lac Albert dans la collectivité de Bahema Sud. Le 19 septembre, la population de l'enclave se prononça massivement en faveur d'une administration Walendu Bindi. L'année suivante, les administrateurs locaux transmirent les résultats du référendum au ministère de l'Intérieur à Kinshasa—mais celui-ci ne prit aucune mesure en conséquence. En décembre 1996, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) s'empara du contrôle de l'Ituri et le gouvernement de Mobutu fut renversé en mai 1997.

Les litiges relatifs aux démarcations, à la propriété et à l'accès fonciers furent des facteurs importants de violence en Ituri. L'origine de nombre de ces litiges se trouvait dans les politiques coloniales et post-indépendance, mais entre le milieu et la fin des années 1990, des considérations foncières vinrent s'ajouter aux luttes locales pour le pouvoir politique et économique qui engendrèrent un conflit violent et une «guerre dans la guerre» en Ituri. Pendant les plus importantes guerres du Congo, des acteurs locaux—dont des hommes d'affaires, des membres des autorités coutumières et des villageois—s'emparèrent de terrains situés dans toute l'Ituri, provoquant ainsi des centaines de litiges axés sur l'accès, la propriété et les démarcations qui, début 2013, n'avaient toujours pas été résolus et menaçaient de raviver le conflit communautaire.<sup>42</sup>

.....

42 IKV Pax Christi et RHA, «Conflits fonciers en Ituri» (Utrecht/Bunia, IKV/RHA, 2009).



## 4. Conclusions et considérations d'ordre politique

Parmi tous les conflits internes et internationaux qui ont affecté la RDC, la région de l'Ituri a connu certaines des pires atrocités et le plus effroyable pillage de ses ressources qui soient. Mais les racines historiques de ces épisodes récents de violence et d'exploitation sont profondes. L'entreprise coloniale en Ituri a considérablement perturbé les relations sociales locales en privilégiant des groupes comme les Hema, en les récompensant à la fois pour leur collaboration matérielle et leur soi-disant supériorité ethnique—tout en marginalisant d'autres groupes comme les Lendu qui s'opposaient à la colonisation. La quête de stabilité à laquelle s'adonna l'administration belge pour faciliter l'extraction des ressources conféra une dimension raciale aux différences entre les Hema et les Lendu, créant ainsi des attitudes et des identités qui, plus tard, allaient influencer la création et les actions des groupes rebelles ituriens, l'UPC, le FNI et les FRPI.

Si les cicatrices du colonialisme sont à la fois indéniables et tenaces en Ituri, le fardeau hérité de l'ère Mobutu dans les domaines sociétal, politique et commercial a sans doute davantage influé sur les conflits contemporains dans la région, en permettant à une petite élite Hema d'acquérir des droits sur de nombreux ranchs et plantations remontant à l'époque coloniale, notamment dans des régions de l'Ituri habitées par d'importantes populations Lendu. Une nouvelle élite Lendu, exaspérée par la perpétuation de la domination politique et économique Hema, tint de plus en plus à faire valoir ses droits sur les terres de Djugu et d'Irumu.

Au fur et à mesure que le régime de Mobutu faiblissait et que les économies nationale et locales se détérioraient, les luttes pour le pouvoir politique et économique menées au niveau des districts s'intensifièrent. Les élites locales aiguïsèrent leurs discours au milieu des années 1990—alors même que la majorité de la population iturienne coexistait pacifiquement et se concentrait sur sa survie la plus élémentaire à une

époque difficile. Or, à la fin des années 1990, la manipulation par les élites des inégalités historiques et des perceptions d'injustice, associée à l'exploitation des conflits locaux par l'Ouganda, engendra en Ituri une guerre dure et prolongée.

À ce problème vinrent s'ajouter les changements qui s'opérèrent au niveau du mode d'exploitation des ressources aurifères pendant les années 1980 et au début des années 1990. L'érosion de l'État et le déclin de l'exploitation minière industrielle sous l'ère Mobutu donnèrent aux populations locales de nouvelles possibilités de travailler dans le secteur minier et aux hommes d'affaires locaux de faire le commerce de l'or. Les groupes armés se rendirent compte qu'il était bien plus facile d'exploiter la nouvelle activité minière artisanale, à forte intensité de main-d'œuvre, que de continuer de s'appuyer sur les anciennes opérations industrielles, à forte intensité capitalistique et dirigées par des expatriés. En outre, il était plus simple d'intégrer les réseaux de négoce de l'or dans des structures de milices, d'où la perpétuation de la guerre et de l'insécurité en Ituri.

Cette histoire est lourde de conséquences pour les décideurs politiques et les acteurs qui cherchent à influencer la politique. Les blessures profondes infligées à la fois par les processus historiques et le conflit récent sont manifestes en Ituri, mais les efforts consentis pour les soigner ont été incomplets et insuffisants. Il est par conséquent impératif qu'un processus de paix exhaustif soit mis en place. Il pourrait notamment s'agir de convaincre le gouvernement d'identifier clairement le tracé des terrains et les droits de propriété, ainsi que d'instaurer une commission de vérité et de réconciliation dirigée à l'échelon local pour faciliter une discussion ouverte et franche sur l'histoire de l'Ituri. Une telle démarche pourrait également contribuer à identifier des moyens de mieux intégrer les initiatives de développement et de consolidation de la paix.

Si la concurrence autour des ressources naturelles ituriennes n'a pas été la cause du conflit en Ituri, il est indéniable qu'elle l'a prolongé et, à ce titre, il est important de s'y intéresser. La dynamique informelle du secteur des ressources est aujourd'hui profondément enracinée dans l'économie politique iturienne, en partie du fait du rôle joué par les

agents de l'État congolais et ougandais. Il en résulte que l'exploitation des précieuses ressources de l'Ituri n'a qu'un impact très limité sur la réduction de la pauvreté; à vrai dire, elle reste marquée par une violence structurelle qui perpétue la pauvreté, favorise l'insécurité et provoque une dégradation de l'environnement.

Ainsi, il serait déjà bon, dans un premier temps, que le Conseil de sécurité de l'ONU impose des sanctions plus pertinentes, que l'Ouganda prenne des mesures plus conséquentes pour lutter contre l'activité illégale, et que les élites Hema et Lendu fassent preuve d'altruisme dans leur leadership. Mais le seul acteur clé qui puisse définitivement contribuer à résoudre ce problème est le gouvernement de la RDC. Si l'État applique ses propres lois et met un terme à la culture de corruption qui permet aux agents et aux soldats de s'adonner à la production et au commerce illicites des ressources de l'Ituri, une paix durable en Ituri pourra être envisageable.

## Glossaire des acronymes, termes et expressions

ACL	Association culturelle LORI (voir ci-après), une organisation Lendu
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
Arabisés	Des Congolais capturés qui ont été contraints de devenir soldats au service de négociants zanzibaris
Collectivité	Chefferie (faisant partie de l'administration coutumière) ou secteur (voir ci-après)
CPI	Cour pénale internationale
ENTE	Association culturelle Hema
FNI	Front nationaliste intégrationniste
FRPI	Forces de résistance patriotique d'Ituri
Hema	Éleveurs traditionnels. Les Hema du Nord ou Gegere ont adopté le style de vie et la langue des Lendu (voir ci-après), tandis que les Hema du Sud les ont moins assimilés.
Lendu	Traditionnellement, des agriculteurs, qui ont ensuite acheté du bétail aux éleveurs Hema (voir ci-après) venus s'installer en territoire Lendu.
LORI	Libération des opprimés et rejetés de l'Ituri, voir ACL (ci-dessus)
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
PLW	Parti de libération des Walendu
RCD-ML	Rassemblement congolais pour la démocratie- Mouvement de libération
Secteur	Section administrative parallèle
UPC	Union des patriotes Congolais

# Bibliographie

- Association africaine de défense des droits de l'homme. Rapport de l'ASADHO sur le conflit inter-ethnique Hema-Lendu en territoire de Djugu dans la Province Orientale. Kinshasa: ASADHO, décembre 1999.
- Bakonzi, Agayo. *The Gold Mines of Kilo-Moto in Northeastern Zaire: 1905–1960*. Thèse de Doctorat, Madison: université de Wisconsin-Madison, 1982.
- Bank of Uganda. «Annual report 1998/99». Kampala: Bank of Uganda, 1999.
- Bedidjo, Louis. «Situation préoccupante à l'Office des Mines d'Or de Kilo-Moto». Centrale congolaise du travail, Bunia, 5 janvier 2007.
- Christy, Cuthbert. «The Ituri River, Forest and Pygmies», *The Geographical Journal* 46/3 (1915): 200-213.
- Collier, Paul et Reinikka, Ritva. «Reconstruction and Liberalization: An Overview», dans *Uganda's Recovery: The Role of Farms, Firms, and Government*, éd. Ritva Reinikka et Paul Collier. Washington, DC: Banque mondiale, 2001.
- Fahey, Dan. «Le Fleuve d'Or: The Production and Trade of Gold from Mongbwalu, DRC», dans *L'Afrique des grands lacs, Annuaire 2007–2008*, éd. S. Marysse, F. Reyntjens et S. Vandeginste. Paris: L'Harmattan, 2008.
- . «This Land is My Land: Land Grabbing in Ituri», dans An Ansoms (éd.), *Land Grabbing in the Great Lakes Region of Africa* (à paraître)
- . «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo». Thèse de Doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011.
- Hochschild, Adam. *King Leopold's Ghost*. Boston, New York: Houghton Mifflin Company, 1998.
- Huggins, Chris. *Land, Power and Identity: Roots of violent conflict in eastern DRC*. Londres: International Alert, 2010.
- IKV Pax Christi/Réseau Haki na Amani. *Conflits fonciers en Ituri*. Utrecht/Bunia, 2009.
- . *A Golden Future in Ituri? Which perspective for gold exploitation in Ituri, DRC?* Utrecht/Bunia, 2012.

- Kalyvas, Stathis N. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.
- Martelli, George. *Leopold to Lumumba: A History of the Belgian Congo, 1877–1960*. Londres: Chapman & Hall Ltd., 1962.
- Meesen, J.M.T. *Monographie de l'Ituri; Histoire, Géographie, Économie*. Bruxelles: Publication de la Direction de l'Agriculture, des Forêts, de l'Élevage et de la Colonisation, 1951.
- Mobbs, P.M. *The Mineral Industry of Uganda*. Washington, DC: US Geological Survey, 1997.
- Northrup, David. *Beyond the Bend in the River: African Labor in Eastern Zaire, 1865–1940*. Athens: université de l'Ohio, 1988.
- Pottier, Johan. «Representations of ethnicity in the search for peace: Ituri, Democratic Republic of Congo», *African Affairs* 109/434 (2009): 23–50.
- Service national d'intelligence et de protection, République du Zaïre (05/00/451/SNIP/DI/462/95). «Note d'Information au Commissaire S/Régional de l'Ituri à Bunia; Concerne: Cas de l'association culturelle "LORI" dans la Collectivité des Walendu/Pitsi». 30 novembre 1995.
- Southall, Aidan. *Alur Society: A Study in Processes and Types of Domination*. Cambridge: W. Heffer & Sons Ltd., 1953.
- Stanley, Henry Morton. In *Darkest Africa*, Vol. 1 and Vol. 2: *Or, the Quest, Rescue and Retreat of Emin Governor of Equatoria*. Torrington, Wyoming: The Narrative Press, 2001.
- Stearns, Jason. *North Kivu: The Background to Conflict in North Kivu Province of Eastern Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, Projet Usalama, 2012.
- Tamm, Henning. *L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- Thiry, Edmond. *Une introduction à l'ethnohistoire des Hema du Sud (Haut-Zaïre)*. Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 1996.
- . *Éléments de l'ethnohistoire des Nyali*. Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2002.
- . *Une introduction à l'ethnohistoire des Hema du Nord*. Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2004.

Vlassenroot, Koen et Raeymaekers, Timothy. «The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri: The Emergence of a New Political Context?» *African Affairs* 103/412 (2004): 385-412.

Young, Crawford et Turner, Thomas. *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison: The University of Wisconsin Press, 1985.



LE PROJET USALAMA CONSTITUE L'UNE DES RARES ÉTUDES QUI PERMETTENT D'APPRÉHENDER LA DYNAMIQUE DE LA PERSISTANCE ET DE LA PROLIFÉRATION DES GROUPES ARMÉS DANS LA PARTIE ORIENTALE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. LES RECOMMANDATIONS DE DIFFÉRENTS RAPPORTS DU PROJET MONTRENT UNE VOIE POUR ÉTABLIR DES SOLUTIONS DURABLES AU CONFLIT ARMÉ.

— NICKSON KAMBALE KASOLA, AVOCAT ET DIRECTEUR DU CENTRE POUR LA GOUVERNANCE, KINSHASA



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

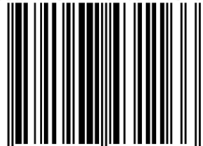


HUMANITY UNITED



Rift Valley Institute  
Taasisi ya Bonde kuu  
معهد الأندلس للتعليم  
Machadaka Boozada Rift  
研究所 塔木 研究所 非洲  
Institute of the Valley of Rift  
非洲大裂谷研究院  
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-16-6



9 781907 431166 >